

Le 17 Octobre, c'est l'affaire de tous les travailleurs !

Dans sa session du 18 septembre, le Comité Central du P.C.F. a décidé la préparation pour le 17 octobre d'une journée de lutte contre la guerre d'Algérie. Nous analysons par ailleurs les limites du tournant amorcé à ce Comité Central sur la question algérienne, mais ce tournant est incontestable.

L'appel lancé pour la journée de lutte du 17 octobre doit être repris et amplifié par tous les militants de la classe ouvrière, pour que cette journée soit la manifestation la plus puissante et la plus efficace possible de la solidarité des travailleurs de ce pays avec leurs frères algériens, de l'appui du prolétariat français à la lutte du peuple algérien pour son indépendance, de la volonté des travailleurs de ce pays d'en finir avec la politique de la bourgeoisie française.

A différentes reprises depuis l'insurrection de novembre 1954 et surtout depuis l'envoi du contingent en Algérie, des initiatives ont été prises dans de nombreux secteurs de la classe ouvrière. Faute de coordination et de soutien de la part des grandes organisations ouvrières, ces initiatives échouèrent ou furent abandonnées. Tel fut le cas des Comités d'action contre la guerre d'Algérie qui se multipliaient en 1955. Telles furent les manifestations des soldats de septembre-octobre 1955 dont certaines entraînèrent derrière elles l'ensemble de la population, allant comme à Rouen par exemple jusqu'à l'assaut des casernes. Tels furent les mouvements des rappelés du printemps 1956 manifestant dans les gares, arrêtant les trains, jetant leurs armes à la mer, à l'occasion desquels des dizaines de militants ouvriers (du P.C.F. en particulier) furent emprisonnés ou poursuivis par la justice bourgeoise.

La simple énumération de tous ces faits est une preuve irréfutable du profond mouvement populaire contre la guerre d'Algérie. Si ce mouvement semble aujourd'hui en régression, c'est qu'à aucun moment il n'a reçu de la part des organisations ouvrières, politiques ou syndicales, l'impulsion et la coordination qu'il était de leur devoir de lui donner. Il a été laissé à lui-même et freiné par elles. Aujourd'hui, pour démarrer à nouveau la lutte, il faut être conscient de ce fait pour le surmonter.

En se taisant à ce sujet, en ne faisant aucune auto-critique de son attitude passée, la direction du P.C.F. ne facilite pas la tâche de ses militants dans la préparation de la journée du 17 octobre. Il est malhonnête de la part de J. Vermeersch de prétendre dans son article du 19 septembre, que c'est par manque de moyens matériels, face à la propagande gouvernementale, que le P.C.F. a eu une action insuffisante. Ce n'est pas le manque de journaux et de militants dévoués pour diffuser sa politique qui a rendu ce parti incapable depuis trois ans de mener une lutte véritable contre la guerre d'Algérie, c'est le manque de politique de classe qui l'a mené, non à prendre la tête des mouvements spontanés contre cette guerre, mais au vote des pouvoirs spéciaux pour sa continuation.

Les militants du P.C.F. qui veulent que la journée d'Octobre soit une réussite et non pas un acte sans lendemain doivent exiger de leur direction l'autocritique sur ce point. Ils auront sans doute à répondre à des questions de soldats rentrant d'Algérie, de rappelés démobilisés, qui peut-être diront « pourquoi nous appeler maintenant à manifester alors que vous ne nous avez pas aidés quand NOUS, nous manifestions ? » et les mauvaises raisons invoquées par J. Vermeersch, les allusions embarrassées de Léon Feix « N'existe-t-il par des raisons politiques pour lesquelles la campagne pour Alban Liechi est sans commune mesure avec celle qui fut menée pour Henri Martin ? » ne seront pas une réponse suffisante pour vaincre leurs réticences.

Le 17 octobre doit pouvoir servir de point de départ à un redémarrage général de la lutte, en reprenant ensemble et systématiquement les différentes initiatives prises spontanément par les masses depuis 1955. Pour impulser cette action, il faut réanimer à cette occasion les Comités de

lutte contre la guerre d'Algérie. Il faut appeler à la création de nouveaux Comités là où ils n'existaient pas. Il faut appeler à leur coordination sur le plan gouvernemental et national pour l'organisation d'autres journées, manifestations et grèves de plus en plus amples contre la guerre d'Algérie. Ainsi, ces manifestations ne seront plus seulement appelées par une seule organisation, si puissante soit-elle, mais seront l'expression du profond mouvement populaire qui couve.

Mais attention ! Il faut que ces Comités soient avant toute chose des Comités de travailleurs, de femmes, de jeunes qui, en luttant contre la guerre d'Algérie luttent à la fois pour l'indépendance de leurs frères algériens et pour leurs propres intérêts d'exploités. Il ne faut pas, sous prétexte que l'action contre la guerre d'Algérie est « l'affaire de tous les patriotes » (F. Billoux), chercher avant toute chose l'appui de représentants de la bourgeoisie en quête d'un compromis leur permettant d'éviter un nouveau Dien-Bien-Phu. Limiter l'action de ces Comités, en étouffer l'esprit prolétarien pour attirer à soi de tels alliés, serait introduire un germe d'échec dès le début de l'action. Les travailleurs qui dans les entreprises ont entamé des luttes d'envergure pour leurs revendications, seront tout naturellement dans ces comités les alliés des jeunes menacés

par la guerre, des femmes qui veulent à tout prix que s'arrête le massacre, ils ne s'y retrouveront pas volontiers avec le « patron patriote » contre qui ils luttent à l'usine.

Pour réussir, pour être le début d'une action réellement efficace contre la guerre d'Algérie et pour une politique en faveur des travailleurs en France, la journée du 17 octobre ne doit pas être une journée de lutte patriotique mais une journée de lutte prolétarienne.

C'est pourquoi, nous, Communistes Internationalistes, appelons les travailleurs de France et les militants de la classe ouvrière à œuvrer pour que le 17 octobre soit l'affaire de TOUS LES TRAVAILLEURS, soit une étape dans l'action générale contre la bourgeoisie française et sa politique en Algérie et en France.

Pour le soutien inconditionnel de leur allié le PEUPLE ALGERIEN en lutte pour son indépendance.

Pour la défense de nos frères les travailleurs algériens qui sont au coude à coude avec nous dans les entreprises contre les répression incessante dont ils sont l'objet de la part du patronat et de la police.

Pour la défense des revendications ouvrières.

Simonne MINGUET.

“ L'ouvrier algérien en France ”

Au moment où s'était tenu le Congrès de la Fédération de France de l'U.S.T.A. (de tendance messaliste), nous avions déploré la formation de syndicats de travailleurs algériens en France même (pas en Algérie, bien entendu) car cela ne pouvait favoriser que les courants réactionnaires. Nous ajoutions que les responsables de cette situation étaient avant tout les dirigeants du mouvement ouvrier français qui trahissent la révolution algérienne et sèment ainsi la défiance dans l'esprit des travailleurs algériens.

Nous sommes heureux de constater qu'une partie importante des travailleurs algériens a adopté une position en tous points correcte sur cette question. Il vient de paraître un journal *L'Ouvrier algérien en France* qui s'exprime en termes que nous trouvons excellents. Il nous suffira de les reproduire, pour nous dispenser de tous commentaires :

« La prise de conscience plus aiguë par les émigrés algériens en France de leur exploitation, l'existence en Algérie d'un syndicat national (U.G.T.A.) a poussé les travailleurs à se demander s'il fallait encore exprimer leurs revendications syndicales par l'intermédiaire des organisations françaises ou constituer leurs syndicats propres... Le problème est de savoir si la constitution de syndicats algériens en France est juste et nécessaire.

Par son nombre comme par sa présence sur le sol français, l'émigration algérienne est dans sa lutte revendicative une partie du prolétariat français. Vis-à-vis de l'oppression patronale, de caractère capitaliste, les intérêts des travailleurs algériens sont les mêmes que ceux des travailleurs français. Quelles que soient leurs positions et leurs attitudes respectives ils correspondent objectivement. Les désaccords qui ont eu lieu entre les deux catégories des travailleurs sont le résultat d'incidences politiques. Le fait que les ouvriers français sont pénétrés et contaminés par les idées colonialistes et racistes, pousse les Algériens à considérer la classe ouvrière comme corps indifférencié du groupe dominant le peuple français. La faible fréquence des relations humaines même dans les entreprises, la pression

constante de l'idéologie colonialiste tend à rendre plus difficile les rapports entre ouvriers français et leurs camarades algériens. La seule manière pour l'ouvrier algérien de neutraliser l'hostilité latente de l'ouvrier français est de mettre l'accent sur les points communs : la réciprocité de perspectives. Les contacts entre l'ouvrier français et l'ouvrier algérien, que tout concourt à opposer, sont positifs. Rassembler les Algériens en France dans un syndicat propre c'est prendre la lourde responsabilité de les enfermer dans un ghetto. La priorité de la conscience nationale n'est pas contradictoire avec une appartenance à une classe. En considérant les ouvriers français comme alliés possibles dans l'affirmation de leurs revendications et de leurs aspirations nationales, ils pourront plus facilement réaliser certaines conquêtes. Est-ce à dire que les Algériens doivent s'interdire tout regroupement ? Non. La création d'une Amicale des travailleurs algériens est une nécessité vitale. Elle seule pourra attirer l'attention des organisations françaises sur les aspirations propres aux travailleurs algériens. C'est une forme d'organisation que les travailleurs français ne pourront pas interpréter comme une mesure de défiance à leur égard puisqu'elle n'empêche pas les Algériens d'exprimer leurs revendications syndicales soit au sein, soit en collaboration des organisations françaises. »

« Les travailleurs algériens ont les mêmes intérêts matériels que leurs compagnons de travail français. Les revendications des travailleurs français sont celles des travailleurs algériens qui, ont des revendications particulières sur lesquelles ils mettent l'accent.

Nous pensons que ces revendications ne peuvent être satisfaites que par l'action unie des travailleurs français et algériens.

Nous condamnons toutes les actions, d'où qu'elles viennent, qui contribueraient à pousser les travailleurs algériens à s'isoler. Les travailleurs algériens doivent participer à l'activité des organisations syndicales sur tous les plans et à tous les échelons. Leur choix ira aux syndicats où on les acceptera avec leurs opinions et où ils trouveront l'appui à leur action nationale, intimement liée à leur action revendicative. »